



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 26 avril 1999

Pour être diffusé à 8 h 30

BASE DE DONNÉES DU COUPLAGE AGRICULTURE-POPULATION — RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE DE 1996

3

FAITS SAILLANTS

- La régression de la population agricole a sensiblement ralenti depuis 1986. De 1986 à 1991, cette population a diminué de 5,6 %, alors que la baisse a été de 1,7 % de 1991 à 1996. Au moment du Recensement de l'agriculture de 1996, la population agricole du Canada se chiffrait à 851 400 personnes, représentant 3 % de la population générale.
- Le Recensement de 1996 a dénombré 39 600 exploitants agricoles qui étaient des immigrants, soit le dixième environ du nombre total d'agriculteurs. Les deux tiers de ces exploitants ont déclaré une langue maternelle autre que le français ou l'anglais. Les groupes les plus importants se composaient d'exploitants qui avaient indiqué l'allemand comme langue maternelle; ils étaient suivis de ceux qui avaient inscrit le néerlandais et l'italien.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs étaient mieux instruits en 1996 qu'ils ne l'étaient 15 ans auparavant. Outre l'augmentation du nombre de ceux qui avaient fait des études universitaires, bon nombre ont opté pour une forme quelconque d'études postsecondaires non universitaires. En 1996, 15 % des exploitants agricoles avaient fait des études universitaires et 24 %, des études postsecondaires non universitaires.
- Les salaires et les traitements sont demeurés la plus importante source de revenu pour les familles agricoles dans les fermes non constituées en société. En 1995, ils représentaient 55 cents de chaque dollar du revenu agricole total d'une famille. Le revenu agricole net venait au deuxième rang dans le total du revenu familial, à 19 cents de chaque dollar.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

14

(suite à la prochaine page)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada



CD-ROM du Recensement de l'agriculture de 1996 Version 2

La version 2 du CD-ROM du Recensement de l'agriculture de 1996 paraît aujourd'hui. Ce nouveau CD-ROM contient des données sur l'âge, l'état matrimonial, la langue maternelle, le plus haut niveau de scolarité, le revenu et d'autres caractéristiques socioéconomiques relatives aux exploitants agricoles et à leur famille. Il renferme aussi les chiffres de la population agricole provenant de la base de données du couplage agriculture-population de 1996 ainsi que certaines données chronologiques, à l'échelle nationale et provinciale, tirées des autres recensements de l'agriculture et des bases de données du couplage agriculture-population.

La version 2 contient également toutes les données de la version 1, par exemple toutes les variables relatives à la ferme et certaines variables relatives aux exploitants tirées du Recensement de l'agriculture de 1996, à l'échelle nationale, provinciale et pour les petites régions, des données pour toutes les caractéristiques des exploitants agricoles pour le Canada et les provinces, ainsi que certaines données sur l'agriculture pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Enfin, on y retrouve également des faits saillants, des documents de référence afin de mieux comprendre les données, et trois numéros du *Quotidien* présentant une analyse, des graphiques et un résumé des trois principales diffusions des données du Recensement de l'agriculture de 1996. Les utilisateurs qui ont acheté la version 1 recevront gratuitement la version 2.

Le CD-ROM du Recensement de l'agriculture de 1996, version 2 (93F0031XCB, 2 500 \$) est maintenant en vente. Pour le commander, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section des services aux utilisateurs au (613) 951-2889 ou en composant sans frais le 1 800 465-1991 (agriculture@statcan.ca), Recensement de l'agriculture.

Base de données du couplage agriculture-population — Recensement de l'agriculture de 1996

Statistique Canada publie aujourd'hui le troisième et dernier communiqué fondé sur le Recensement de l'agriculture de 1996, qui donne un nouveau portrait statistique des agriculteurs canadiens.

Le premier communiqué du Recensement de l'agriculture a fourni un aperçu national des changements intervenus dans l'agriculture entre 1991 et 1996, tout particulièrement dans le nombre de fermes, les cultures, le bétail, les dépenses d'exploitation et autres caractéristiques. Le deuxième rapport a fourni des renseignements supplémentaires sur la structure de gestion des fermes, le nombre d'heures que les agriculteurs travaillaient à la ferme et en dehors de la ferme, et les types d'entreprises non agricoles qu'un grand nombre d'entre eux exploitaient.

Le communiqué d'aujourd'hui réunit des données du Recensement de l'agriculture et des données du Recensement de la population de 1996. L'analyse qui en résulte constitue un examen approfondi des exploitants agricoles et des familles agricoles du Canada. Elle permet également de comparer certaines caractéristiques de la population agricole avec des caractéristiques de l'ensemble de la population.

Les données, qui ont été recueillies le 14 mai 1996, montrent les changements qui sont intervenus avec le temps dans la composition des familles agricoles, les progrès réalisés sur le plan de la scolarité par les exploitants agricoles, ainsi que les variations dans la composition de leur revenu familial. Le présent communiqué fournit aussi des données sur les exploitants agricoles immigrants, ainsi que sur le travail non rémunéré effectué à la ferme.

L'agriculture au milieu des années 1990: moins de fermes et une population agricole réduite

Au milieu des années 1990, le secteur agricole canadien comptait moins de fermes et une population agricole en régression. Cette diminution de la population agricole et de sa part des régions rurales est attribuable en grande partie à l'évolution de la technologie et aux changements dans la taille des fermes. Alors que la totalité de la superficie cultivée est demeurée relativement stable au cours des dernières décennies, le nombre de fermes a chuté sensiblement, laissant des fermes moins nombreuses mais plus grandes.

Note aux lecteurs

Statistique Canada publie aujourd'hui le troisième et dernier communiqué du Recensement de l'agriculture de 1996. Les données proviennent de la base de données du couplage agriculture-population de 1996. Au moment du recensement, les ménages agricoles reçoivent un questionnaire du Recensement de la population et un questionnaire du Recensement de l'agriculture.

La base de données du Recensement de la population fournit des renseignements sur des variables comme l'âge, le niveau de scolarité, la taille de la famille, les sources de revenu et les travaux ménagers non rémunérés. La base de données du Recensement de l'agriculture renferme des données sur les cultures, le bétail, le type de ferme et la taille des fermes. La base de données agriculture-population est unique en ce qu'elle réunit les deux bases de données pour présenter un portrait socioéconomique non seulement des exploitants agricoles, mais aussi de leurs conjoints, leurs enfants, leurs familles et leurs ménages.

Deux communiqués antérieurs parus les 14 mai et 15 décembre 1997 respectivement ont fourni un aperçu national des changements survenus dans l'agriculture entre 1991 et 1996, et ce pour de nombreuses caractéristiques, ainsi qu'un profil initial des fermes et des exploitants agricoles canadiens.

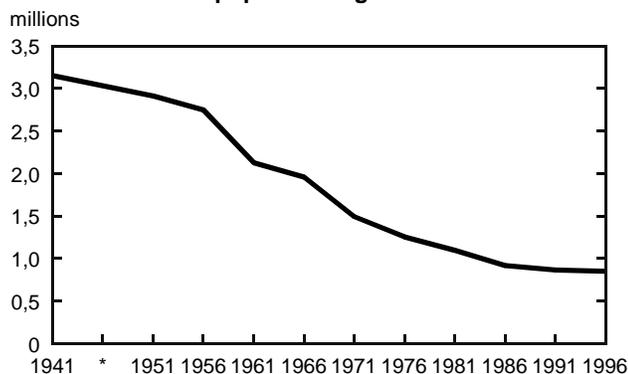
Avant le Recensement de 1991, un seul exploitant agricole par ferme pouvait être inscrit sur le questionnaire du Recensement de l'agriculture. Depuis 1991, jusqu'à trois exploitants peuvent être inscrits par ferme. On obtient ainsi une image plus exacte de la structure d'exploitation des fermes canadiennes. Toutefois, le lecteur ne doit pas oublier que cette modification a eu une influence sur la comparabilité chronologique, en augmentant légèrement les chiffres relatifs aux exploitants agricoles, à la population agricole et aux familles agricoles.

En 1996, le Recensement de l'agriculture a été élargi pour inclure les couvoirs commerciaux et les fermes qui produisent des arbres de Noël. Ce changement s'est traduit par une légère augmentation du nombre de fermes, du nombre d'exploitants agricoles, de la population agricole et du nombre de familles agricoles.

D'un sommet de 732 800 atteint en 1941, le nombre total de fermes de recensement au Canada a diminué à environ 276 500 en 1996.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la proportion de personnes qui habitent une ferme a chuté de façon spectaculaire. Au moment du Recensement de l'agriculture de 1996, la population agricole du Canada se chiffrait à 851 400 personnes, représentant seulement 3,0 % de la population générale. En 1941, un peu moins de 3,2 millions de personnes habitaient dans des fermes, ce qui représentait plus du quart de la population générale.

Ralentissement du rythme de la diminution de la population agricole



* Il n'y a pas eu de recensement en 1946.

La régression de la population agricole a sensiblement ralenti depuis 1986. De 1986 à 1991, cette population a diminué de 5,6 %, alors que la baisse a été de 1,7 % de 1991 à 1996. La plus forte diminution entre deux recensements consécutifs (-23,7 %) s'est produite entre 1966 et 1971.

Dans certaines provinces, la tendance à la baisse de la population agricole a fait marche arrière. Depuis 1986, la population agricole augmente en Colombie-Britannique (+13,1 %) et en Alberta (+7,4 %). Deux autres provinces ont affiché des augmentations entre 1991 et 1996: la Nouvelle-Écosse (+4,1 %) et le Manitoba (+0,6 %). En dépit des augmentations dans ces provinces, leur population agricole représente une proportion soit décroissante, soit relativement stable de l'ensemble de la population de la province, car la population non agricole a progressé à un rythme plus rapide.

La population agricole de l'Ontario, qui se chiffre à environ 221 200 personnes, était la plus nombreuse de toutes les provinces, mais elle représentait seulement 2 % de l'ensemble de la population provinciale en 1996. Par contraste, la population agricole de la Saskatchewan, qui s'établissait à 145 600 personnes, représentait 15 % de l'ensemble de la population de la province, soit la proportion la plus élevée.

À l'échelle nationale, la proportion de l'ensemble de la population que représente la population agricole dans les régions rurales a aussi fléchi énormément au cours du dernier demi-siècle. En 1941, la population agricole rurale constituait environ les deux tiers de la population rurale du Canada. Cinquante-cinq ans plus tard, cette proportion a diminué à 13 % seulement.

Définitions

La **population agricole** comprend tous les membres du ménage d'un exploitant agricole qui habitent dans une ferme située dans une région rurale ou urbaine.

Un **exploitant agricole**, ou agriculteur, est une personne qui est chargée de prendre au jour le jour les décisions de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation agricole.

La **population active** comprend toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'institutions, qui avaient un emploi pendant la semaine précédant le jour du recensement. Sont également incluses les personnes en chômage qui cherchaient du travail au cours des quatre semaines précédant le recensement, qui devaient commencer un nouvel emploi dans les quatre semaines suivant le recensement, ou qui avaient été mises à pied temporairement.

L'expression **famille** désigne une famille de recensement. La **famille de recensement** se compose d'un couple marié (avec ou sans fils ou filles jamais mariés des deux conjoints ou de l'un d'eux), d'un couple vivant en union libre (avec ou sans fils ou filles jamais mariés des deux partenaires ou de l'un d'eux) ou d'un parent seul, peu importe son état matrimonial, demeurant avec au moins un fils ou une fille jamais marié.

Le **revenu total** d'une famille de recensement est la somme des revenus totaux qu'ont touchés tous les membres de cette famille âgés de 15 ans et plus au cours de l'année civile précédant le recensement. Le revenu comprend les salaires et traitements, le revenu agricole net, le revenu non agricole net provenant d'un emploi autonome, les paiements de transfert gouvernementaux, les revenus de placement, les pensions de retraite et autre revenu monétaire.

Le **revenu agricole net** est déclaré sur le questionnaire du Recensement de la population. Les répondants doivent inscrire ce revenu (recettes brutes provenant de la ferme moins les dépenses d'exploitation comme les salaires, les frais de location et l'amortissement).

La **population des immigrants** s'entend des personnes ayant le statut d'immigrant reçu au Canada, ou l'ayant déjà eu. Un **immigrant reçu** est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants sont arrivés récemment, alors que d'autres résident au Canada depuis plusieurs années.

La **langue maternelle** est la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par le recensé au moment du recensement.

Les **travailleurs familiaux non rémunérés** (ayant travaillé sans rémunération pour un parent dans une ferme ou une entreprise familiale) comprennent toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui ont déclaré avoir travaillé sans rémunération la semaine précédant le recensement pour un conjoint ou un autre parent dans une ferme ou une entreprise familiale.

Population agricole: familles plus petites et population vieillissante

Les familles agricoles se font de plus en plus petites, ce qui explique en partie la baisse de

la population agricole. Parallèlement, on compte proportionnellement plus de personnes âgées dans les fermes.

En 1971, une famille agricole moyenne se composait de 4,3 personnes. En 1996, ce chiffre s'établissait à 3,4. Par contraste, la famille moyenne dans l'ensemble de la population a régressé, passant de 3,7 personnes à 3,0 personnes au cours de la même période de 25 ans.

La baisse notable de la proportion de familles nombreuses a joué un rôle important dans la forte réduction de la taille moyenne des familles agricoles. En 1971, quatre familles sur dix (40 %) comptaient au moins cinq membres. Vingt-cinq ans plus tard, cette proportion avait chuté à deux sur dix (22 %).

Le Recensement de l'agriculture a aussi confirmé que la tendance au vieillissement dans l'ensemble de la population se retrouve aussi dans la population agricole. Les gens âgés de 65 ans et plus représentaient 8,3 % de la population agricole en 1996, comparativement à 7,6 % en 1991 et 5,9 % en 1971. Par ailleurs, en 1996, les enfants de moins de 15 ans constituaient 24,3 % de l'ensemble de la population agricole, en baisse par rapport à 25,0 % en 1991 et 32,5 % en 1971.

Exploitants agricoles: plus âgés que l'ensemble de la population active

Près du tiers (32 %) des exploitants agricoles étaient âgés de 55 ans et plus en 1996, cette proportion étant inchangée par rapport à 1991, mais légèrement plus faible que celle de 34 % enregistrée en 1971. (Par contraste, les personnes de 55 ans et plus formaient 10 % de l'ensemble de la population active en 1996.)

Les personnes de moins de 35 ans constituaient 16 % de tous les exploitants agricoles en 1996, alors que les personnes de ce groupe d'âge formaient 41 % de la population active générale.

Comme les agriculteurs habitent normalement où ils travaillent, ils ont tendance à demeurer actifs dans leur ferme plus longtemps que les autres travailleurs dans la population active, même s'ils décident de réduire l'envergure de leurs opérations et de prendre une semi-retraite. En outre, certains agriculteurs continuent d'exploiter leur ferme avec leurs enfants adultes, alors que d'autres peuvent se lancer dans l'agriculture comme passe-temps après avoir pris leur retraite.

Les immigrants représentaient environ le dixième des exploitants agricoles

Le Recensement de 1996 a dénombré 39 600 exploitants agricoles qui étaient des immigrants, ce qui représente environ le dixième des 387 600 exploitants au Canada.

Environ 11 500 de ces agriculteurs immigrants ont déclaré l'anglais comme langue maternelle (anglophones), 1 400, le français (francophones), et le reste, à peu près 26 700, une langue maternelle autre que le français ou l'anglais (allophones).

Parmi les immigrants allophones, le groupe le plus important était formé d'exploitants agricoles qui ont indiqué que l'allemand était leur langue maternelle (8 500); ils étaient suivis de ceux qui avaient inscrit le néerlandais (8 100), l'italien (1 500) et le portugais (800).

Des différences dans les types d'exploitations agricoles ont été relevées au cours d'un examen de la langue maternelle des agriculteurs immigrants. Par exemple, environ le quart (24 %) des exploitants agricoles ayant l'allemand pour langue maternelle étaient des éleveurs de bovins. Ceux qui ont indiqué le néerlandais étaient plus susceptibles d'être des producteurs laitiers (26 %), alors que ceux qui ont inscrit l'italien semblaient préférer s'adonner à la culture des fruits (22 %).

Exploitants agricoles immigrants selon la langue maternelle

1996

	Nombre
Anglais	11 460
Allemand	8 545
Néerlandais	8 145
Italien	1 500
Français	1 445
Portugais	810
Pendjabi	735
Danois	685
Hongrois	610
Flamand	590
Chinois	535
Ukrainien	480
Espagnol	145
Arabe	60
Autres	3 880
Total	39 620

L'Ontario comptait le groupe le plus nombreux d'agriculteurs immigrants, soit environ 15 500 ou 39 % du total national. Venaient ensuite la Colombie-Britannique (9 100 ou 23 %), puis l'Alberta (7 300 ou 18 %).

Un exploitant agricole sur trois (27 %) en Colombie-Britannique était immigrant, de loin la

plus forte proportion parmi les provinces. En Colombie-Britannique, 700 exploitants agricoles immigrants ont inscrit le pendjabi comme langue maternelle, presque tout le groupe qui est établi au Canada. Ils s'adonnaient surtout à la culture fruitière. Soixante-dix pour cent des 500 exploitants agricoles immigrants qui ont déclaré le chinois comme langue maternelle habitaient également en Colombie-Britannique. Plus de la moitié (53 %) de toutes les champignonnières dans cette province étaient exploitées par un agriculteur immigrant dont la langue maternelle était le chinois. La culture maraîchère était également courante pour ce groupe d'exploitants agricoles.

Cinquante-cinq pour cent des agriculteurs immigrants de l'Ontario ont déclaré que leur langue maternelle était soit l'allemand, soit le néerlandais, soit l'italien. Ainsi, l'Ontario affichait la proportion la plus élevée d'exploitants immigrants qui ont déclaré comme langue maternelle l'une des trois principales langues non officielles.

Exploitants agricoles immigrants en pourcentage de tous les exploitants agricoles 1996

	%
Canada	10,2
Terre-Neuve	3,2
Île-du-Prince-Édouard	6,7
Nouvelle-Écosse	10,0
Nouveau-Brunswick	9,3
Québec	4,8
Ontario	16,0
Manitoba	6,9
Saskatchewan	2,4
Alberta	8,8
Colombie-Britannique	27,4

Niveau de scolarité

La base de données agriculture-population a indiqué que, dans l'ensemble, les agriculteurs étaient mieux instruits en 1996 qu'ils ne l'étaient 15 ans auparavant. En plus de l'augmentation du nombre d'agriculteurs qui ont fait des études universitaires, la base de données révèle qu'un grand nombre ont opté pour une forme quelconque d'études postsecondaires non universitaires, par exemple des études dans des collèges agricoles. C'était tout particulièrement le cas des jeunes agriculteurs.

Quatre exploitants agricoles sur dix (40 %) avaient fait des études postsecondaires en 1996, les études postsecondaires non universitaires étant plus courantes que les études universitaires. Un peu plus de 15 % des agriculteurs avaient fait des études

universitaires en 1996, en regard de 11 % en 1981. Par comparaison, 29 % de l'ensemble de la population active avait fréquenté l'université en 1996. Toutefois, au cours de la même période de 15 ans, la proportion de tous les exploitants agricoles qui avaient fait des études quelconques au niveau postsecondaire non universitaire a progressé pour passer de 16 % à 24 % (comparativement à 29 % de l'ensemble de la population active en 1996).

Cette différence entre les deux niveaux de scolarité était particulièrement évidente chez les exploitants agricoles de moins de 35 ans. En 1996, 34 % des exploitants de ce groupe d'âge avaient fait des études postsecondaires non universitaires, plus du double de la proportion de 15 % qui avaient fréquenté l'université.

La préférence accordée aux études postsecondaires non universitaires peut être attribuable à divers facteurs, y compris l'absence prolongée de la ferme que nécessitent des études universitaires et l'approche pratique adoptée par les collègues pour enseigner les soins aux animaux et les techniques agricoles, par exemple.

Plus haut niveau de scolarité des exploitants agricoles et de la population active en général 1996

	Tous	Moins que la 9 ^e année	De la 9 ^e à la 13 ^e année	Études postsec. non univ.	Études univ.
Tous les exploitants agricoles	387 555	16	44	24	15
Ensemble de la population active	14 762 100	6	37	29	29
Moins de 35 ans					
Exploitants agricoles	62 295	6	45	34	15
Population active	6 120 100	2	37	31	30
35 à 54 ans					
Exploitants agricoles	201 730	8	46	27	18
Population active	7 123 285	6	36	29	29
55 ans et plus					
Exploitants agricoles	123 525	34	41	15	10
Population active	1 518 715	20	37	21	22

Même chez les agriculteurs âgés de 55 ans et plus, les niveaux de scolarité se sont améliorés au cours de cette période de 15 ans. Environ 25 % des agriculteurs de ce groupe d'âge comptaient un diplôme d'études postsecondaires en 1996, soit près du double de la proportion de 14 % enregistrée en 1981. En 1996, 66 % de ce groupe avaient au moins quelques années d'études secondaires, une hausse considérable par rapport à 44 % en 1981.

L'agriculture n'était pas le champ d'études le plus populaire pour les agriculteurs en 1996. Parmi ceux qui ont déclaré avoir fait des études postsecondaires, 19 %

avaient étudié en sciences et technologies agricoles et biologiques. Toutefois, 23 % avaient choisi le génie, les technologies des sciences appliquées et les métiers, représentant le champ d'études le plus populaire. Le commerce, la gestion et l'administration des affaires venaient au troisième rang (10 %).

Les exploitantes agricoles étaient plus instruites que les exploitants agricoles

Dans l'ensemble, les exploitants agricoles de tout le Canada comptaient, en moyenne, 11,7 années de scolarité en 1996, en regard de 10,2 en 1981.

Le niveau de scolarité des exploitantes agricoles était en moyenne un peu plus élevé que celui de leurs homologues masculins. Les femmes affichaient 12,5 années de scolarité en 1996, une augmentation par rapport à 11,0 en 1981. Par ailleurs, les hommes avaient en moyenne 11,5 années de scolarité en 1996, une hausse en comparaison de 10,1 en 1981.

Trois exploitantes agricoles sur dix (30 %) avaient fait des études postsecondaires non universitaires et 19 % avaient fait des études universitaires. Par contraste, 23 % des exploitants de sexe masculin avaient fait des études postsecondaires non universitaires, alors que 14 % avaient fait des études universitaires.

Les champs d'études les plus populaires chez les exploitantes agricoles étaient le commerce, la gestion et l'administration des affaires (20 %), et les professions de la santé, les sciences et les technologies (19 %). Pour les exploitantes agricoles, les métiers et les sciences et technologies agricoles et biologiques se situaient au quatrième rang (10 %). Il n'y avait pas de différence entre les femmes dans la population générale et les exploitantes agricoles pour ce qui est des champs d'études choisis. Le commerce, la gestion et l'administration des affaires se situaient au premier rang pour 14 % des femmes dans la population générale, suivis des professions de la santé, des sciences et des technologies (9 %).

Les exploitants de sexe masculin préféraient le génie, les technologies des sciences appliquées et les métiers (33 %), ainsi que les sciences et les technologies agricoles et biologiques (24 %). Le génie, les technologies des sciences appliquées et les métiers étaient également les champs d'études les plus courants pour les hommes dans la population générale (19 %). Le commerce, la gestion et l'administration des affaires venaient au deuxième rang avec 8 % du total.

Revenu agricole

Le revenu agricole net peut varier énormément d'une année à l'autre, selon divers facteurs dont les prix des produits, les prix des intrants qu'un agriculteur doit acheter pour produire quelque chose, et les conditions climatiques ou les maladies; tous ces facteurs influent sur les quantités d'un produit qu'un agriculteur a à vendre. En fait, les activités agricoles peuvent réduire le revenu d'une famille, lorsque les dépenses engagées pour la production ne peuvent être compensées par le prix de vente du produit.

Dans le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 1996, les répondants ont indiqué leur revenu agricole brut pour 1995. Les prix des produits agricoles en 1995 ont été relativement bons. Même si le secteur du boeuf de boucherie affichait des prix à la baisse, le secteur du porc prenait de l'ampleur avec l'augmentation des prix, alors que les prix des céréales étaient également très avantageux.

Il existe diverses sources de données sur le revenu pour le secteur agricole. À la Division de l'agriculture de Statistique Canada, le Programme des données fiscales du Projet des données complètes sur les exploitations agricoles fournit des estimations du revenu annuel des exploitants agricoles et des familles agricoles de fermes non constituées en société, selon le type de ferme. Ces estimations sont fondées sur les déclarations de revenus de ceux qui déclarent des revenus agricoles bruts ou nets; elles sont considérées comme la source la plus fiable à laquelle Statistique Canada a actuellement accès pour se procurer des données annuelles sur les revenus des exploitants agricoles de fermes non constituées en société ainsi que ceux de leurs familles.

Les données sur le revenu figurant dans la base de données du couplage agriculture-population proviennent du Recensement de la population dans le cas de ceux qui ont indiqué être des exploitants agricoles dans le questionnaire du Recensement de l'agriculture; ces données sont disponibles tous les cinq ans (le dernier recensement ayant été réalisé en 1996). Les données de la base du couplage agriculture-population fournissent une perspective chronologique à long terme de l'importance relative du revenu agricole parmi les différentes sources de revenu des familles agricoles.

Revenu familial

Le revenu total d'une famille de recensement est la somme de tous les revenus touchés par tous les membres de cette famille âgés de 15 ans et plus au cours de l'année civile précédant le recensement. Le revenu comprend les salaires et traitements, le revenu agricole net, le revenu net d'un emploi autonome non agricole, les paiements de transfert gouvernementaux, les revenus de placement, les pensions de retraite et les autres revenus monétaires.

Dans le présent communiqué, l'analyse du revenu total des familles porte expressément sur les familles de recensement travaillant dans une ferme non constituée en société. Il est ainsi possible d'analyser non seulement leur revenu total, mais aussi

l'importance relative du revenu agricole net dans ce revenu.

Le Recensement de la population de 1996 a permis de recueillir des renseignements sur les niveaux de revenus des familles agricoles pour l'année 1995. Selon les données, 216 600 familles agricoles exploitaient une ferme non constituée en société en 1995, en baisse de 6,2 % en regard de 1990 et de 19,5 % par rapport à 1980.

Pour 1995, le revenu moyen provenant de toutes les sources se chiffrait à 53 121 \$, en hausse de 3,6 % comparativement à 1990 après rajustement pour tenir compte de l'inflation. Ce niveau se rapproche de beaucoup du revenu moyen de 54 562 \$ pour les familles dans l'ensemble de la population, revenu qui, en fait, a régressé de 4,9 % au cours de la période de cinq ans.

Depuis 1980, de nombreux facteurs ont fait fluctuer le revenu familial. La récession du début des années 1980 s'est traduite par un fléchissement de ce revenu entre 1980 et 1985. Plus tard, le revenu familial a augmenté considérablement grâce à la reprise de la fin des années 1980. Le revenu des familles agricoles semble avoir suivi une tendance semblable.

Dans l'ensemble, le revenu moyen des familles agricoles en 1995 était de 5,6 % supérieur à celui de 1980, comparativement à une hausse de seulement 2,6 % chez les familles dans la population générale.

Les salaires et traitements représentent la plus importante source de revenu des familles agricoles

Comme ce fut le cas pour plusieurs recensements précédents, les salaires et traitements sont demeurés la plus importante source de revenu pour les familles agricoles en 1995. Depuis 1985, ils ont toujours représenté au moins la moitié du revenu total des familles de recensement associées aux fermes non constituées en société. En 1995, les salaires et traitements ont représenté 55 cents de chaque dollar du revenu total d'une famille agricole, un montant qui n'a pas changé depuis 1990.

La taille de la ferme a influé sur le montant des salaires et traitements gagnés par une famille agricole. En règle générale, les salaires et traitements ont représenté une proportion plus faible du revenu total d'une famille, compte tenu de revenus agricoles bruts plus élevés. Lorsque ces revenus dépassaient 100 000 \$, les salaires et traitements représentaient moins de 40 % du revenu total de la famille agricole. Ils formaient la proportion la plus faible (33 %) du revenu des familles dans des fermes touchant des

revenus agricoles bruts de 250 000 \$ à 500 000 \$. Les salaires et traitements composaient la proportion la plus élevée du revenu total d'une famille (69 %) exploitant une ferme dont les revenus agricoles bruts se chiffraient à moins de 10 000 \$.

Par contraste, le revenu net provenant d'activités agricoles formait seulement 19 cents de chaque dollar du revenu familial, ce qui en fait représentait une augmentation par rapport à 15 cents en 1990. Cette hausse de la proportion a inversé une tendance à la baisse qui a débuté en 1980 lorsque le revenu agricole net représentait 31 cents de chaque dollar.

Part des composantes du revenu des familles de recensement dirigeant des exploitations agricoles non constituées en société

	1980	1985	1990	1995
	%			
Revenu agricole net	31	24	15	19
Salaires et traitements	47	50	55	55
Revenu net d'un travail autonome non agricole	6	5	6	4
Revenu du gouvernement	6	9	10	12
Autres revenus	11	12	14	11

Les paiements dans le cadre de programmes gouvernementaux, comme les prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec, de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, représentaient 12 cents de chaque dollar du revenu familial en 1995, le double du niveau de 6 cents en 1980.

Le reste du revenu familial agricole en 1995 provenait du revenu d'un emploi autonome non agricole (4 cents) et de «tous les autres» revenus (11 cents), des proportions qui sont demeurées à peu près inchangées depuis 1980.

Si les salaires et traitements ont pris plus d'importance, c'est en partie en raison de l'instabilité des prix agricoles. Avec le temps, les familles agricoles ont diversifié leurs sources de revenus en travaillant à l'extérieur de la ferme pour stabiliser leur revenu total. Cette tendance est observée chez les familles qui exploitent aussi bien de petites que de grandes fermes.

Pour les autres familles, l'agriculture pourrait être considérée comme une profession secondaire, ou même un passe-temps. Dans ces cas, la ferme peut exister pour des raisons autres que pour générer des revenus, et la famille ne s'attend pas à en retirer un revenu disponible important.

Environ le cinquième des familles agricoles ont tiré au moins la moitié de leur revenu de l'agriculture

La proportion de familles agricoles qui ont tiré de la ferme au moins les trois quarts de leur revenu n'a pas cessé de régresser. En 1995, seulement 8 % environ des familles tiraient au moins 75 cents de chaque dollar de leur ferme non constituée en société, comparativement à 21 % en 1980.

En 1995, un peu plus de 42 400 familles agricoles, ou environ le cinquième des familles agricoles exploitant des fermes non constituées en société, retiraient de la ferme au moins 50 cents de chaque dollar de revenu. Quinze ans plus tôt, c'était le cas d'un peu plus du tiers des familles agricoles.

Les familles qui tiraient au moins la moitié de leur revenu de l'agriculture étaient davantage susceptibles de cultiver des céréales, des oléagineux ou du blé, d'élever du bétail, ou encore d'exploiter des fermes laitières. Elles étaient également susceptibles de travailler dans des fermes exploitées par plus d'une personne.

La part du revenu net provenant de l'agriculture a diminué dans la plupart des provinces

De 1980 à 1995, le revenu net provenant des activités agricoles a régressé en tant que proportion du revenu total des familles agricoles, et ce, dans toutes les provinces sauf en Nouvelle-Écosse où il est demeuré à peu près stable à 15 %.

En 1995, le revenu net provenant d'activités agricoles représentait 29 cents de chaque dollar du revenu total des familles agricoles exploitant des fermes non constituées en société en Saskatchewan. Ce niveau était le plus élevé parmi les provinces, mais il représentait également la plus forte chute de cette proportion au cours des 15 années précédentes. En 1980, le revenu agricole net en Saskatchewan constituait 49 cents de chaque dollar du revenu total.

En 1995, le revenu agricole net représentait au moins le cinquième du revenu total dans seulement une autre province, le Manitoba (24 %).

Par ailleurs, entre 1980 et 1995, les salaires et traitements ont augmenté en tant que proportion du revenu total dans presque toutes les provinces. En Nouvelle-Écosse, la proportion que représentaient les salaires et traitements a régressé, passant de 59 % en 1980 à 56 % en 1995.

En 1995, les salaires et traitements ont représenté 66 cents de chaque dollar du revenu total des familles agricoles en Colombie-Britannique, la proportion la plus élevée parmi les provinces.

Les seules provinces où les salaires et traitements représentaient la moitié ou moins du revenu total d'une famille agricole ont été la Saskatchewan, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard. Toutefois, là encore ils sont demeurés la principale source du revenu total d'une famille. Par exemple, en Saskatchewan où les salaires et traitements étaient les moins élevés en proportion du total, ceux-ci ont représenté 47 cents de chaque dollar de revenu en 1995, un niveau sensiblement plus élevé que le niveau de 32 cents enregistré 15 ans auparavant.

Travail non rémunéré

Dans leur questionnaire du Recensement de la population, les membres de familles agricoles fournissent de l'information au sujet de leur principale activité sur le marché du travail, qui peut comprendre un travail non rémunéré dans une ferme ou une entreprise familiale.

En outre, pour la première fois en 1996, ils ont été interrogés au sujet du travail ménager non rémunéré. Les répondants âgés de 15 ans et plus ont été priés d'indiquer le temps qu'ils avaient consacré au cours de la semaine précédant le recensement à des travaux ménagers ou à des travaux d'entretien non rémunérés, aux soins donnés aux enfants, sans rémunération, et aux soins ou à l'aide prodigués à des personnes âgées.

Une proportion moins élevée de la population agricole a déclaré du travail agricole non rémunéré

En 1996, 5 % de la population agricole âgée de 15 ans et plus ont déclaré que leur principale activité sur le marché du travail consistait à travailler sans rémunération dans une ferme ou une entreprise familiale, comparativement à 18 % en 1971. Cette forte chute peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

Comme il est permis depuis 1991 d'indiquer plus d'une personne par ferme comme exploitant agricole, certaines personnes qui étaient auparavant des travailleurs familiaux non rémunérés sont devenues des exploitants agricoles autonomes. Ce changement a sensiblement fait augmenter le nombre d'exploitantes agricoles autonomes relevé entre 1986 et 1991. Au cours de cette période de cinq ans, le nombre de travailleuses familiales non rémunérées a régressé de 22 130, alors que le nombre d'exploitantes agricoles autonomes a augmenté de 24 220. Ce transfert d'un groupe à l'autre explique en partie le recul dans la proportion de travailleurs familiaux non rémunérés. D'autres facteurs ont également eu des répercussions sur ces travailleurs.

Au cours du dernier quart de siècle, l'accroissement de l'automatisation dans l'agriculture a permis aux agriculteurs d'accomplir le même travail, et même plus, avec moins de main-d'oeuvre. Il se peut aussi que les exploitants agricoles soient plus susceptibles que par le passé de payer à des membres de la famille un salaire pour le travail qu'ils effectuent à la ferme. En outre, étant donné qu'un seul emploi peut être déclaré sur le questionnaire du recensement, les membres de la famille sont peut-être plus enclins à déclarer une activité dont ils tirent un revenu, même s'ils accomplissent aussi des travaux agricoles non rémunérés.

Ce sont surtout les femmes qui contribuent le plus aux travaux agricoles non rémunérés. En 1996, les femmes qui n'étaient pas des exploitantes agricoles représentaient 72 % de tous les membres de familles qui travaillaient à la ferme sans rémunération. Les hommes qui n'étaient pas des exploitants représentaient l'autre proportion de 28 % des travailleurs non rémunérés.

À la ferme, la plupart des personnes exécutaient des tâches ménagères quelconques non rémunérées

Dans l'ensemble, la majorité de la population agricole âgée de 15 ans et plus a déclaré avoir exécuté des tâches ménagères quelconques non rémunérées au cours de la semaine précédant le recensement. On retrouvait la même situation dans la population générale.

Dans la population agricole, 88 % ont déclaré qu'ils accomplissaient des travaux ménagers ou des travaux d'entretien non rémunérés (89 % dans la population générale), 43 % ont indiqué qu'ils s'occupaient des enfants (38 % dans la population générale) et 22 %, qu'ils passaient du temps à prodiguer des soins à une personne âgée (16 % dans la population générale).

La plupart des personnes habitant dans des fermes ont indiqué avoir consacré de 5 à 14 heures à des travaux ménagers non rémunérés au cours de la semaine précédant le recensement. Les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'exécuter des travaux de ce genre et d'indiquer des heures plus longues. En fait, dans la population agricole, 46 % des femmes qui ont indiqué accomplir des travaux ménagers y avaient consacré au moins 30 heures

dans la semaine précédant le recensement, soit trois fois la proportion de 16 % chez les hommes.

La moitié (50 %) des exploitantes agricoles ont déclaré qu'elles s'occupaient des enfants, et environ 39 % d'entre elles ont affirmé avoir consacré au moins 30 heures aux soins des enfants pendant la semaine précédant le recensement.

Une personne sur cinq dans une ferme prodiguait des soins à une personne âgée

Avec le vieillissement de la population, les Canadiens se préoccupent de plus en plus de questions comme les soins aux personnes âgées. Pour la première fois, le Recensement de la population a recueilli de l'information sur les soins non rémunérés fournis pour aider les personnes âgées. Ces activités étaient définies comme le fait de prodiguer des soins personnels à un membre âgé de la famille, de rendre visite à des personnes âgées, de leur parler au téléphone, et de les aider à faire leurs courses et leurs opérations bancaires ou encore à prendre des médicaments.

Au cours de la semaine précédant le recensement, une personne sur cinq âgée de 15 ans et plus et habitant dans une ferme canadienne prodiguait des soins de ce genre à des personnes âgées - 27 % des femmes et 18 % des hommes. Ces proportions étaient légèrement plus élevées que les proportions dans la population générale, où 19 % des femmes et 14 % des hommes fournissaient des soins à des personnes âgées.

Environ 13 % des femmes et 10 % des hommes dans des exploitations agricoles qui ont déclaré avoir prodigué des soins à des personnes âgées y avaient consacré au moins dix heures pendant la semaine précédant le recensement. Par comparaison, dans la population générale, 16 % des femmes et 12 % des hommes qui ont prodigué des soins à des personnes âgées avaient consacré dix heures ou plus à s'occuper de celles-ci.

Pour plus de renseignements au sujet du présent communiqué ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-0391, Recensement de l'agriculture, ou avec les Relations avec les médias au (613) 951-4636. □

Population agricole 1996

	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
Nombre total d'exploitations agricoles	276 548	742	2 217	4 453	3 405	35 991	67 520	24 383	56 995	59 007	21 835
Ensemble de la population agricole	851 410	1 680	7 805	13 060	10 350	114 605	221 230	79 840	145 560	188 510	68 770
Population agricole rurale	819 105	1 380	7 785	12 785	10 055	109 460	215 475	78 470	140 345	183 950	59 400
Population agricole urbaine	32 305	300	20	275	295	5 145	5 755	1 370	5 215	4 560	9 370
Ensemble de la population	28 751 595	551 790	134 560	909 280	738 130	7 138 795	10 753 570	1 113 900	990 235	2 696 825	3 724 500
Population rurale	6 336 225	237 975	75 095	411 420	377 715	1 541 170	1 794 835	313 835	363 060	554 010	667 110
Population urbaine	22 415 365	313 820	59 460	497 860	360 420	5 597 625	8 958 740	800 065	627 180	2 142 815	3 057 390
Population agricole en pourcentage de l'ensemble de la population (%)	3,0	0,3	5,8	1,4	1,4	1,6	2,1	7,2	14,7	7,0	1,8
Population agricole rurale en pourcentage de la population rurale (%)	12,9	0,6	10,4	3,1	2,7	7,1	12,0	25,0	38,7	33,2	8,9
Population rurale en pourcentage de l'ensemble de la population (%)	22,0	43,1	55,8	45,2	51,2	21,6	16,7	28,2	36,7	20,5	17,9

Part des composantes du revenu des familles de recensement dirigeant des exploitations agricoles non constituées en société 1995

	Familles	Revenu agricole net	Salaires et traitements	Revenu net d'un travail autonome non agricole	Revenu du gouvernement	Autres revenus
	Nombre	en % du revenu total				
Canada	216 620	19	55	4	12	11
Terre-Neuve	480	7	62	2	26	4
Île-du-Prince-Édouard	1 750	20	50	4	18	9
Nouvelle-Écosse	3 385	15	56	3	15	11
Nouveau-Brunswick	2 660	8	62	4	16	11
Québec	25 870	18	57	3	14	9
Ontario	53 830	16	56	4	11	13
Manitoba	19 590	24	50	4	13	9
Saskatchewan	45 595	29	45	4	13	10
Alberta	47 105	18	57	4	11	11
Colombie-Britannique	16 355	7	66	5	10	12

Données, produits et services

Les données sur les exploitants agricoles et la population agricole de la base de données du couplage agriculture-population du Recensement de 1996 sont maintenant disponibles. Ces données présentent les caractéristiques et les activités de la population agricole, y compris l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la langue maternelle, le niveau de scolarité, la profession et le revenu. Des tableaux de données nationales et provinciales tirées de la base de données du couplage agriculture-population de 1996 sont disponibles gratuitement dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous la rubrique *Recensement*.

Le CD-ROM du *Recensement de l'agriculture de 1996*, version 2 (93F0031XCB, 2 500 \$, gratuit pour ceux qui ont acheté la première version) est maintenant en vente. Il renferme des données sur toutes les variables relatives aux exploitations et aux exploitants agricoles du Recensement de l'agriculture de 1996, à l'échelle du Canada, des provinces et de régions plus petites (comme dans la première version), ainsi que des données à l'échelle nationale et provinciale pour certaines données recoupées de la base de données du couplage agriculture-population du Recensement de 1996. Le CD-ROM comprend également diverses données chronologiques à l'échelle du Canada et des provinces provenant d'autres recensements de l'agriculture et de bases de données du couplage agriculture-population antérieures.

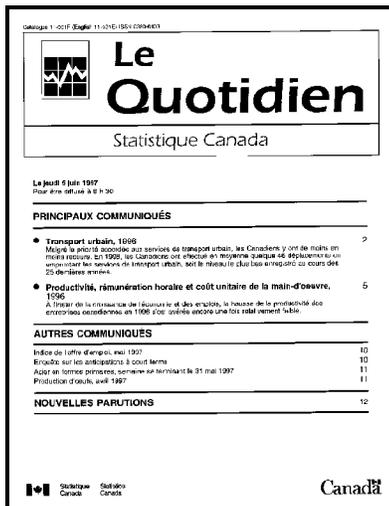
La publication analytique intitulée *Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne* (96-325-XPB, 49 \$) paraîtra à l'automne 1999. Elle renfermera une analyse du Recensement de l'agriculture, ainsi que des données connexes présentées dans de brefs articles analytiques et des cartes et graphiques. Une trousse de l'enseignant sera également disponible.

La Sous-section des services aux utilisateurs du Recensement de l'agriculture peut, sous réserve des contraintes de confidentialité, préparer sur mesure des produits de données pour répondre à des besoins spéciaux. Les totalisations sur mesure permettent aux utilisateurs de créer des tableaux personnalisés à partir des données du Recensement de l'agriculture de 1996, des bases de données chronologiques et de celles des couplages agriculture-population.

Des estimations à jour sur le revenu agricole net et les recettes monétaires agricoles figurent dans la publication intitulée *Statistiques économiques agricoles* (21-603-XPB, 80 \$). Des estimations à jour sur le revenu familial sont présentées dans le CD-ROM intitulé *Système d'extraction des statistiques agricoles* (21F0001XCB, 625 \$). Des données sur la structure financière des fermes, y compris les avoirs, les dettes et les immobilisations, sont présentées dans la publication intitulée *Enquête financière sur les fermes* (21F0008XIB, gratuite).

Pour plus de renseignements ou pour commander des tableaux sommaires ou des données normalisées et personnalisées, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Vous pouvez aussi communiquer avec les Services aux utilisateurs au (613) 951-2889 ou en composant sans frais le 1 800 465-1991, (agriculture@statcan.ca), Recensement de l'agriculture. Pour commander des publications, composez sans frais le 1 800 267-6677.





Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Sandra Duchesne (613) 951-1187, duchsan@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve, Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2^e étage, boîte 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8
Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350

Région de la Capitale nationale

Services-conseils
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur: (613) 951-0581

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4
Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9
Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1
Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
Discovery Place
Pièce 201
3553, 31^e rue N.-O.
Calgary (Alb.)
T2L 2K7
Appel local: (403) 292-6717
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (403) 292-4958

**Nord de l'Alberta et Territoires du
Nord-Ouest**

Services-conseils
Statistique Canada
8^e étage, Park Square
10001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6
Appel local: (780) 495-3027
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (780) 495-5318

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7
Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

**Appareils de télécommunications
pour les malentendants**

Sans frais: 1 800 363-7629